

D'ATHÈNES À PARIS RÉSISTANCE ET ALTERNATIVE

Après de nombreuses mesures d'austérité déjà brutalement appliquées, la nouvelle feuille de route imposée au peuple grec par la finance, le FMI et, en notre nom, par des représentants de l'Union européenne, paupérise toujours plus la population et déstructure la société.

Ces "réformes" n'ont pas pour but de remédier aux dysfonctionnements du système fiscal, d'imposer à l'épiscopat de participer à l'effort social, de limiter des dépenses militaires extravagantes, ou les spéculations boursières hasardeuses. Ces "réformes", c'est l'application implacable du libéralisme de guerre à une économie malade.

L'ampleur de cette offensive, la dureté des sacrifices imposés, ouvrent une crise politique majeure, ils provoquent indignation et colère du peuple grec : sa révolte est légitime.

Le peuple grec résiste, il tente aussi d'explorer d'autres voies et de passer à la contre-offensive avec la multiplication de pratiques alternatives et solidaires contre la désagrégation sociale et la misère.

Des initiatives autogestionnaires émergent, comme à l'hôpital de Kilikis et au journal *Eleftherotypia*, entreprises dont les salarié-e-s ont repris directement en mains la gestion.

La Grèce est le laboratoire de ce que les marchés financiers veulent tenter d'imposer ailleurs en Europe, y compris en France après la séquence électorale.

D'Athènes à Paris, résistance et alternative !



Les Alternatifs, 40 rue de Malte 75011 Paris, tél : 01 43 57 44 80
www.alternatifs.org - contacts@alternatifs.org

UNE NOUVELLE DANSE
VENUE DE GRECE :
LE FAUT-PAS-PAYER !

VOUS VOUS Y
METTEZ AUSSI !



NON AU PROJET CDUMP

Le soutien d'Angela Merkel à Nicolas Sarkozy ne relève pas d'un «hégémonisme allemand», mais d'une réelle convergence entre la vision de la droite allemande et le projet économique et social de l'UMP et de son candidat.

Merkel, c'est l'obsession de la rigueur financière, la pression sur les salaires, la réduction drastique des droits des chômeurs. Mais le gouvernement Schröder, appuyé par le SPD et les Verts, avait mis en place de 2003 à 2005 une réforme radicale du marché du travail réduisant la durée des allocations chômage, attribuant de faibles prestations aux chômeurs «de longue durée», imposant à ceux/celles-ci des conditions d'embauche en deçà de celles définies par les conventions collectives de branche. Cette politique a abouti à la paupérisation d'une partie importante de la population allemande.

Au niveau européen, Merkel et Sarkozy se retrouvent pour tenter d'imposer le contrôle direct des choix politiques des Etats, à travers leurs budgets, voire des sanctions automatiques en cas de refus du dogme libéral. L'offensive pour l'austérité est mise en cohérence par le projet de traité européen paraphé au sommet de Bruxelles le 30 janvier.

En outre, le risque de voir dérégulé partout le marché du travail, imposées partout l'injustice et la régression sociale au nom des intérêts des marchés financiers, nécessite une riposte d'ensemble. La bataille se livre de la Grèce à l'Espagne, au Portugal, à travers des mobilisations populaires massives.

Les campagnes électorales en cours et à venir seront l'occasion d'informer largement sur la dangerosité du projet Merkel-Sarkozy, de refuser la pensée et le projet uniques des libéraux. François Hollande a fait savoir que, si il était élu, il renégocierait le traité avant de le soumettre au Parlement. Mais le 21 Février la majorité du groupe socialiste d'est abstenue lors du vote sur le projet de loi instaurant le « Mécanisme Européen de Stabilité » .

Alors que le Traité Constitutionnel Européen avait été refusé en 2005 par le peuple français, une manipulation a conduit à l'acceptation par le Parlement d'une version à peine édulcorée de ce texte. Soyons vigilantEs : le Traité sur la stabilité, la coordination, et la gouvernance dans l'Union, le traité Merkozy, doit être soumis au peuple français par référendum !

Ne laissons pas Sarkozy et Merkel imposer le modèle CDUMP : l'Europe a besoin d'une alternative sociale et écologique.